



REGLEMENT DE CONSULTATION

n° B23-00260-MG

Mission de maîtrise d'œuvre portant sur l'Aménagement du bâtiment D4

Les principales étapes de la procédure sont les suivantes :

Etapes de la procédure	Calendrier (date limite)
Date limite de remise des candidatures	Le 11/09/2023 avant 16h00
Date limite de remise des offres dans le cas où votre candidature est retenue	La date limite de remise des offres sera indiquée dans l'invitation à soumissionner

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES A LA CONSULTATION	3
ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION	4
3.1 - PROCEDURE	4
3.1.1 - <i>Généralités</i>	4
3.1.2 - <i>Groupement momentané d'entreprises</i>	4
3.1.3 - <i>Variantes</i>	5
3.1.4 - <i>Exigences minimales que doivent respecter les offres</i>	5
3.2 - VISITE PREALABLE DU SITE OBLIGATOIRE	5
3.3 - QUESTIONS DES CANDIDATS ET SOUMISSIONNAIRE	5
3.4 - DEROULEMENT DE LA NEGOCIATION	5
3.4.1 - <i>Dispositions générales</i>	5
3.4.2 - <i>Réception des offres initiales</i>	5
3.4.3 - <i>Déroulement des négociations</i>	5
3.4.4 - <i>Exigences minimales que doivent respecter les offres</i>	6
3.4.5 - <i>Clôture des négociations – Invitation à remettre les offres finales</i>	6
3.5 - CONDITIONS DE PRIX	6
3.6 - SOUS-TRAITANCE	6
3.7 - CONFIDENTIALITE	6
3.8 - VALIDITE DES OFFRES	7
3.9 - UTILISATION DE LA PLATEFORME DE DEMATERIALISATION (PLACE)	7
3.10 - ASSURANCES	7
ARTICLE 4 - PRESENTATION DE LA CANDIDATURE ET DE L'OFFRE	7
4.1 - DOSSIER « CANDIDATURE » :	7
4.2 - DOSSIER « OFFRE » : [A REMETTRE APRES RECEPTION DE LA LETTRE D'INVITATION A SOUMISSIONNER]:	10
4.2.1 - <i>Offre administrative</i> :	10
4.2.2 - <i>Offre technique</i> :	10
ARTICLE 5 - REMISE DES CANDIDATURES	11
5.1 - DATE LIMITE DE REMISE DES CANDIDATURES	11
5.2 - FORME DE REMISE DES CANDIDATURES	11
<i>Version dématérialisée</i>	11
ARTICLE 6 - SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	12
6.1 - SELECTION DES CANDIDATURES	12
6.2 - CRITERES D'ATTRIBUTION DES OFFRES	12
ARTICLE 7 - DOCUMENTS RELATIFS AU RESPECT DE LA REGLEMENTATION FISCALE ET SOCIALE A FOURNIR PAR LES CANDIDATS ADMIS A SOUMISSIONNER OU PARTICIPER AU DIALOGUE	13
ARTICLE 8 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	13
8.1 - INTERLOCUTEUR TECHNIQUE	13
8.2 - INTERLOCUTEURS COMMERCIAUX	13
ARTICLE 9 - SUIVI DES FOURNISSEURS	13

ARTICLE 1 - OBJET

Le présent règlement de consultation a pour objet de définir les conditions de la consultation relative à une **mission de maîtrise d'œuvre portant sur l'aménagement du bâtiment D4 par la création de laboratoires hydrogène et chimie, ainsi que l'aménagement de 2 plateaux de bureaux et traitement des voiries périphériques sur le site du CEA GRENOBLE.**

Le soumissionnaire retenu à l'issue de la procédure pour les prestations définies dans le présent règlement, sera titulaire d'un marché mis en place par le CEA.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES A LA CONSULTATION

La présente procédure est régie, par ordre de priorité décroissant, par les documents suivants :

- les prescriptions de Sécurité et leurs annexes (référentiels correspondants) ;
- les dispositions particulières fixées dans le présent règlement de consultation,
- le document intitulé « Liste des documents applicables à la consultation »
- le projet de marché référencé PM-B23-00260-MG,
- les règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés), indice A et le règlement intérieur ;
- les Conditions Générales d'Achat (CGA) du CEA (édition de janvier 2022) ;
- le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP)
- les documents normatifs (normes, documents techniques unifiés, etc.).

Le soumissionnaire reconnaît expressément avoir pris connaissance de ces documents et les avoir acceptés.

Les conditions générales de vente du soumissionnaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables au CEA quelle qu'en soit la forme.

Les Conditions Générales d'Achat du CEA (édition de janvier 2022) peuvent être adressées aux soumissionnaires sur simple demande.

Les annexes suivantes font partie intégrante du présent règlement de consultation :

- Annexe 1 : Dématérialisation de la procédure
- Annexe 2 : Attestation de visite
- Annexe 3: Règles applicables aux Entreprises Extérieures (Titulaires ou sous-traitants de marchés)
- Annexe 4 : Tableau récapitulatif candidature
- Annexe 5 : Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP)

ARTICLE 3 - CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1 - Procédure

3.1.1 - Généralités

La procédure retenue est une procédure avec négociation.

La présente procédure se décompose en deux phases :

- **une phase de remise des candidatures**
- **une phase de remises des offres.**

Votre entreprise n'aura droit à aucune indemnité pour les études et frais divers qu'elle aura engagés pour la préparation de l'offre.

Sans que sa responsabilité ne puisse être engagée, le CEA se réserve la possibilité :

- de déclarer infructueuse la consultation s'il n'a obtenu aucune offre ou uniquement des offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées au sens des articles L2152-2 à L2152-4 du Code de la commande publique,
- de ne pas donner suite à la consultation,
- de ne pas donner suite au projet après le dépouillement des offres dont il garantit le caractère confidentiel en toute hypothèse.

Le CEA se réserve le droit d'apporter, au plus tard six (6) jours avant la date limite de remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les soumissionnaires doivent alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié, sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les soumissionnaires, la date limite de remise des offres était reportée, la disposition précédente serait applicable en fonction de cette nouvelle date.

Les conditions d'exécution du marché CEA et les différentes dispositions applicables font l'objet d'un projet de marché joint au dossier de consultation. Ledit projet, dont les dispositions financières seront à préciser, correspond au document qui sera proposé à la signature de l'entreprise retenue, sous réserve de modifications mineures de mise au point du marché.

3.1.2 - Groupement momentané d'entreprises

L'attributaire du marché devra revêtir la forme juridique suivante, en vertu de la complexité, l'ampleur et spécificité des exigences demandées pour l'exécution du marché public associé.

Seules les candidatures des groupements momentanés d'entreprises déclarés au stade de la candidature en réponse à l'avis d'appel public à la concurrence préalable sont recevables. La constitution du groupement ne peut pas être modifiée en cours de procédure.

Pour l'attribution du marché, le CEA impose que le groupement momentané d'entreprises soit un groupement conjoint avec solidarité du mandataire, entre :

- o un ou plusieurs architectes (au sens de la loi de n° 77-2 du 03/01/1977)
- o un ou plusieurs Bureaux d'Etudes Techniques pluridisciplinaires ou spécialisés dans les domaines suivants :
 - CVC, CFO/CFA, structure béton, structure métal, VRD
- o toute autre personne ou organisme jugé nécessaire par le candidat.

Il est interdit de cumuler les candidatures :

- en qualité de candidat individuel et de membre d'un ou plusieurs groupements :
- en qualité de membre de plusieurs groupements.

Il est précisé qu'un des membres du groupement peut réunir plusieurs compétences.

3.1.3 - Variantes

Les soumissionnaires sont tenus de remettre impérativement une offre conforme au Dossier de Consultation des Entreprises (offre de base).

Le CEA n'autorise pas la présentation de variantes en sus de l'offre de base.

3.1.4 - Exigences minimales que doivent respecter les offres

Dans le cadre de la procédure concurrentielle avec négociation, les offres devront respecter les exigences minimales suivantes :

- L'ensemble des spécifications techniques listées à l'article 2 du présent règlement de consultation et éventuellement complété lors de l'étape d'invitation à soumissionner à l'exception du projet de marché référencé PM-B23-00260-MG.
- Concernant le projet de marché référencé PM-B23-00260-MG, les exigences minimales à respecter concernent les articles 1 à 14 et 18 à 20.

3.2 - Visite préalable du site obligatoire

Le soumissionnaire devra se rendre sur place pour apprécier la technicité, la documentation, l'étendue des travaux à réaliser ainsi que les conditions spécifiques d'exécution, notamment les contraintes liées à la localisation du site, les accès, les conditions de travail.

Il est précisé que cette visite présente un caractère obligatoire pour la recevabilité de l'offre.

La visite aura lieu dans des conditions qui seront précisées ultérieurement dans la lettre d'invitation à soumissionner.

3.3 - Questions des candidats et soumissionnaire

Les questions éventuelles des candidats ou des soumissionnaires à l'issue des visites, doivent être communiquées par écrit et transmises **via la plateforme de dématérialisation des procédures de passation des marchés du CEA (PLACE)** au plus tard dix jours avant la date limite de remise des candidatures/offres.

3.4 - Déroulement de la négociation

3.4.1 - Dispositions générales

Il est précisé que le CEA se réserve la possibilité de négocier ou de ne pas négocier les offres initiales après remise des offres au titre de la présente consultation.

3.4.2 - Réception des offres initiales

La remise d'une offre initiale est obligatoire.

Les soumissionnaires sont tenus de respecter les modalités et exigences pour la remise des plis.

3.4.3 - Déroulement des négociations

Les négociations pourront être écrites ou orales in situ (site du CEA Grenoble ou de visio-conférence).

Après réception des offres initiales, s'agissant des négociations orales les soumissionnaires pourront être conviés à une ou plusieurs réunions de négociation. Ces réunions ont pour objectif d'aboutir à une offre optimisée et en totale adéquation avec le besoin du CEA.

Les soumissionnaires sont tenus de participer aux réunions de négociation avec le CEA sous peine d'être éliminés de la procédure avec négociation. Le soumissionnaire éliminé ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

Chaque réunion de négociation sera d'une demi-journée maximum par candidat.

Les conditions exactes de chaque réunion de négociation (nombre de participants, moyens techniques disponibles, lieu, horaires, modalités d'accès...) seront précisées aux candidats dans leur convocation, laquelle sera envoyée au plus 3 jours ouvrés avant la tenue de la réunion.

Cette convocation stipulera également une liste non exhaustive des thèmes que le CEA souhaite aborder.

Des réunions de négociations supplémentaires pourront être programmées si le CEA le juge utile.

Les négociations respecteront l'égalité de traitement entre les candidats.

Le CEA s'engage à préserver la confidentialité, le secret professionnel et commercial des propositions des candidats.

À l'issue de chaque phase de négociation, chaque soumissionnaire remettra une offre révisée (offre intermédiaire) dans un délai que le CEA jugera raisonnable, déterminé à l'issue de la réunion de négociation correspondante.

3.4.4 - Exigences minimales que doivent respecter les offres

Dans le cadre de la procédure avec négociation, les offres devront respecter les exigences minimales énoncées à l'article 3.1.5 du présent règlement.

3.4.5 - Clôture des négociations – Invitation à remettre les offres finales

Lorsque le CEA aura décidé de clôturer les négociations, il invitera les soumissionnaires à remettre une offre finale.

Les soumissionnaires n'auront plus la possibilité de remettre d'autres offres par la suite.

3.5 - Conditions de prix

Les prix proposés seront établis aux conditions économiques du mois de remise de l'offre et suivant les dispositions contenues dans le projet de marché joint au présent dossier de consultation.

Les prix incluent toutes les sujétions définies dans les documents cités à l'article 2 du présent règlement de consultation.

3.6 - Sous-traitance

Les soumissionnaires sont informés de ce que l'activité qu'ils confieraient à un sous-traitant, après accord exprès, préalable et écrit du CEA, ne pourra pas être sous-traitée par le sous-traitant, sauf dérogation exceptionnelle accordée par le CEA.

Si le soumissionnaire envisage de sous-traiter une partie de la prestation, il devra faire connaître, lors de sa soumission, l'identité, l'adresse de son (ses) sous-traitant(s) et la nature des parties sous-traitées. Les sous-traitants pourront également être déclarés en cours d'exécution du marché. Le recours à la sous-traitance sera effectué dans le cadre de la loi 75-1334 du 31 décembre 1975.

Le CEA se réserve le droit de demander la communication du (des) contrat(s) de sous-traitance ou (et) de ne pas accepter un (des) sous-traitant(s) proposé(s).

Le soumissionnaire présentera obligatoirement le(s) sous-traitant(s) à l'acceptation du CEA en remettant le formulaire de demande d'acceptation de sous-traitant annexé au projet de marché.

3.7 - Confidentialité

Les obligations en matière de confidentialité sont régies par l'article 11 des Conditions Générales d'Achat du CEA.

Les sociétés consultées ne doivent pas utiliser ou transmettre des informations issues de la présente consultation à des tiers dans un but autre que celui de répondre à la présente consultation.

Le soumissionnaire s'engage à ne jamais communiquer ou publier en France ou à l'étranger, sans l'autorisation préalable et écrite du CEA, les résultats des études auxquelles auront pris part ses salariés, ainsi que les renseignements de toute nature dont ils auront eu connaissance à l'occasion de la présente consultation et notamment les informations relatives aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

Le soumissionnaire doit préciser quelles sont les informations confidentielles contenues dans son offre. Il précise l'usage qui peut en être fait, la durée de l'obligation de confidentialité, les personnes tenues au secret et les personnes auxquelles l'information ne doit pas être transmise.

3.8 - Validité des offres

Les offres demeurent valables pendant une durée de six mois à compter de leur date limite de remise.

3.9 - Utilisation de la plateforme de dématérialisation (PLACE)

Les modalités d'utilisation de la plateforme de dématérialisation figurent à l'annexe 1 du présent règlement de consultation.

3.10 - Assurances

Les soumissionnaires sont informés du fait que le CEA a l'intention de souscrire, dans les conditions fixées à l'article « Responsabilités - Assurances » du projet de marché joint au présent règlement, les polices d'assurances suivantes :

- une police d'assurance Tous Risques Chantier (TRC) pour le compte commun de tous les participants à l'exécution du marché,
- une police d'assurance Dommages Ouvrage (DO) pour le compte du CEA pour les ouvrages soumis à obligation d'assurance.

Les soumissionnaires sont informés que le paiement de la prime relative à ces assurances est supporté par le CEA.

Les soumissionnaires sont donc tenus de présenter leur soumission :

- coût des assurances TRC exclus,
- coût de l'assurance responsabilité civile décennale (RCD) inclus, pour les dommages garantis par la DO. Les soumissionnaires devront fournir les justificatifs des montants de garantie dont ils disposent pour permettre au CEA de mettre en place sa police DO.

ARTICLE 4 - PRESENTATION DE LA CANDIDATURE ET DE L'OFFRE

4.1 - Dossier « Candidature » :

Le dossier de candidature doit être composé impérativement des éléments mentionnés dans l'Avis d'Appel Public à Concurrence publié au Journal Officiel de l'Union européenne et dans le présent règlement de consultation.

Le dossier de candidature du candidat ou du groupement doit être présenté de la manière suivante :

I. Dossier administratif du candidat ou du groupement

- Une **présentation du candidat ou du groupement et de ses membres.**
Pour ce faire le candidat renseignera l'onglet « Dossier n°1 » de l'annexe 4 du règlement de consultation.
- le formulaire DC1 (Lettre de candidature et habilitation du mandataire par ses cotraitants) ou une lettre de candidature signée par une personne habilitée à engager le candidat ou habilitant le mandataire d'un groupement à représenter le groupement accompagnée d'une attestation sur l'honneur contenant l'ensemble des informations demandées à la page 3 de ce formulaire.
- le formulaire DC2 (Déclaration du candidat individuel ou de chaque membre du groupement) ou équivalent.
Ces formulaires sont disponibles sur le site Internet suivant :
<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>
ou un document unique de marché européen (DUME) disponible sur <https://ec.europa.eu/tools/espd/filter?lang=fr>
- lorsqu'il appartient à un groupe, une attestation certifiant de son autonomie commerciale et de sa situation de concurrence vis à vis des autres entreprises du groupe

- Une déclaration sur l'honneur du candidat ou de chaque membre du groupement attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5, L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés**.

***Il est précisé que le DC1 dans sa dernière version ou le DUME intègrent une déclaration sur l'honneur attestant que chaque cotraitant ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux précédemment mentionnés. Par conséquent, les candidats qui utiliseront le formulaire DC1 ou un DUME n'auront pas à fournir une telle déclaration.*

- Pour le(s) architecte(s) : copie de l'attestation d'Inscription au tableau de l'Ordre des architectes ou pour les architectes étrangers, la preuve d'une autorisation d'exercice dans leur pays d'origine.

Les documents suivants seront à produire par les candidats sélectionnés avant l'envoi de l'invitation à soumissionner par le CEA et dans le délai fixé par ce dernier :

- attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou documents équivalents en cas de candidat étrangers, datant de moins de six mois

II. Capacité économique et financière :

1. Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles. **Le candidat ou chacun des membres du groupement renseignera à cet effet la rubrique « Chiffre d'affaires » de l'onglet « dossier n°2 » du fichier Excel précité.**
2. Déclarations appropriées de banques ou, le cas échéant, **preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents couvrant le montant de l'enveloppe prévisionnelle des travaux objet du marché** de maîtrise d'œuvre et preuve d'une assurance **des risques professionnels couvrant le risque amiante** ;
3. Bilans ou extraits de bilan, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi.

Si, pour une raison justifiée, l'opérateur économique n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout autre moyen.

III. Capacité professionnelle :

- 1) Des certificats de qualification professionnelle établis par des organismes indépendants en lien avec les besoins du CEA (amiante, laboratoire et tertiaire, énergétique). Dans ce cas, l'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres ;
Le candidat ou le groupement en plus de la remise de ses documents renseignera à cet effet le « Dossier n°1 » du tableau en annexe 4 du présent règlement de consultation.

- 2) Une liste des principaux services fournis au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;

Cette liste comprend notamment le cas échéant des références associées aux thématiques suivantes, avec dans la mesure du possible des attestations de bonne exécution correspondantes :

- Des références de moins de 3 ans concernant des missions de maîtrise d'œuvre relatives à la construction neuve ou réhabilitation d'ouvrage de taille et de contexte analogue aux besoins du CEA et notamment :
 - a) Sur des constructions neuves ou d'implantation et d'aménagement de laboratoire dans un bâtiment existant en site occupés en lien avec les besoins du CEA (Hydrogène/chimie)
 - b) Sur du tertiaire en cohérence avec les besoins du CEA
 - c) Sur des maîtrises d'œuvre VRD en lien avec les besoins du CEA

Chaque référence sera présentée avec une à deux images d'illustration, sa date de réalisation, le nom du destinataire, un indicateur de la taille de l'opération (le montant des travaux HT ou montant de la prestation), la thématique associée, les compétences mobilisées, le cas échéant le nom du cotraitant, un commentaire sur les caractéristiques de l'opération au regard de la présente opération.

Le candidat ou le groupement en plus de son dossier de candidature renseignera à cet effet le « Dossier n°3 » du tableau en annexe 4 du présent règlement de consultation.

Il est demandé au candidat et/ ou au groupement de limiter le nombre de références présenté **à 15**.

N.B. : le nombre maximal de références présentées reste limité à 15, quel que soit le nombre d'architectes de maître d'œuvre ou de BET dans le groupement.

IV. Capacité technique

- 1) Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années.
Le candidat renseignera à cet effet l'onglet « Dossier n°4 » de l'annexe 4 du présent règlement de consultation.
- 2) Pour les marchés de services, l'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché public.
- 3) Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public.

Sous-traitance :

Si le candidat recourt à la sous-traitance, il doit produire les mêmes documents concernant ce sous-traitant. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de ce sous-traitant pour l'exécution du marché, le candidat apporte la preuve par tout moyen approprié.

4.2 - Dossier « Offre » : [à remettre après réception de la lettre d'invitation à soumissionner]:

Les candidats admis à soumissionner présentent une offre conforme aux exigences du CEA. Conformément aux dispositions de l'article R2144-9, 4 du Code de la commande publique, la liste définitive des documents à fournir dans le cadre de l'offre sera précisée aux candidats admis à soumissionner dans la lettre d'invitation à soumissionner.

Le dossier de l'offre doit être composé impérativement des éléments suivants :

4.2.1 - Offre administrative :

- la fiche de visite des installations dûment complétée et signée par le représentant CEA.
- les attestations d'assurance de responsabilité civile générale et professionnelle, émanant de sa compagnie d'assurance, datées de moins de six mois, indiquant le numéro et la date d'effet du marché, les garanties accordées, leurs montants et franchises, les activités, la nature des prestations ou des missions garanties et justifiant qu'il est à jour du paiement des primes,
- s'il est déjà titulaire d'une police d'assurance de responsabilité civile décennale, une attestation sur l'honneur précisant qu'il n'a pas fait l'objet, au titre de son assurance responsabilité civile décennale, ni d'une résiliation pour sinistre, ni de majorations tarifaires pour mauvais résultats au cours des deux dernières années,
- Le projet de marché et le cahier des charges à titre de documents contractuels, dûment paraphés et signés attestant de l'acceptation de leurs termes par le soumissionnaire.
- Pour chacun des sous-traitants envisagés, le soumissionnaire doit indiquer dans son offre le montant et la nature des prestations qu'il envisage de sous-traiter.

4.2.2 - Offre technique :

L'offre technique devra à minima présenter les points suivants :

Concernant l'organisation et les moyens humains :

- Une note sur la composition de l'équipe de Maitrise d'œuvre et les moyens humains précisant :
 - le nombre, la qualification et l'expérience du personnel exécutant et l'organisation mise en place, tant pendant la phase de conception que pendant le suivi du chantier, la répartition des prestations par cotraitant pour chacune des missions (APS, APD, PRO, ACT, VISA, DET, OPC, AOR, SYN et SSI),
 - la qualification et les références du responsable du marché.

Le soumissionnaire doit détailler quelles sont les compétences nécessaires à la bonne exécution des prestations, identifier le rôle, les fonctions et le nombre de personnes affectées aux différentes tâches en définissant le profil de chaque fonction. La présentation de ces compétences ne doit en aucun cas être la simple fourniture de curriculum vitae, mais bien la présentation de l'ensemble des compétences que le soumissionnaire s'engage à maintenir tout au long des prestations.

Concernant la qualité technique :

- Une note exposant la compréhension des enjeux de l'opération
- Une note synthétique technique d'organisation de chantier
- Une note technique exposant notamment :
 - les principes technico/économique et le choix des principaux matériaux/procédés de mise en œuvre retenus par grands corps de métier.
 - les principales mesures prévues pour assurer la sécurité, ainsi que l'hygiène.
- Les garanties offertes en conformité avec les dispositions administratives sus visées.

Nous attirons votre attention sur le fait que votre prix devra comprendre également la fourniture en langue française de toute la documentation afférente aux matériels installés (notice d'utilisation, manuel de maintenance, instructions de sécurité...).

Concernant le Planning :

- Une note sur la compatibilité du projet avec le délai global
- Un planning prévisionnel directeur couvrant la phase étude, la phase d'exécution et des OPR.

4.2.3 - Offre commerciale :

- Une note sur la compatibilité du projet avec l'enveloppe financière et estimation financière des travaux
- Le coefficient de complexité retenu et les éléments permettant sa justification technique ;
- Le coût prévisionnel des travaux et la décomposition par lot de l'opération (compléter l'annexe n°4 « Décomposition par lot du coût de l'opération » du projet de marché) ;
- Le taux de rémunération par rapport à l'enveloppe financière prévisionnelle comprenant les prix pour chaque prestation (compléter l'annexe n°3 au Projet de marché « tableau rémunération MOE »).
- les taux horaires par niveau de qualification des intervenants sur la mission de Maîtrise d'œuvre.

ARTICLE 5 - REMISE DES CANDIDATURES

5.1 - Date limite de remise des candidatures

Les candidatures des soumissionnaires doivent être remises au plus tard le **11 Septembre 2023 avant 16 heures** (délai de rigueur).

**Tout dossier de candidature reçu après cette date sera écarté d'office.
La date et l'heure limites de remise des offres seront transmises ultérieurement
dans la lettre d'invitation à soumissionner.**

5.2 - Forme de remise des candidatures

Version dématérialisée

Les soumissionnaires transmettent leur candidature et leur offre via la plateforme de dématérialisation des procédures de passation des marchés du CEA (PLACE) accessible sur l'URL suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les dispositions à suivre sont indiquées dans l'annexe 1 du présent règlement de consultation.

Il est demandé de respecter les formalismes de présentation des fichiers d'offres et de candidature indiqués aux paragraphes 3.1 et 3.2 de cette annexe 1.

Il est précisé que pour la remise d'une offre via la plateforme de dématérialisation des appels d'offres du CEA, l'offre (au format .ZIP) ne doit pas dépasser 200 Mo après la compression ZIP.

Copie de sauvegarde

Le soumissionnaire peut envoyer parallèlement une copie de sauvegarde des documents qui ont fait l'objet de la transmission électronique soit sur support papier, soit sur support physique électronique.

La copie de sauvegarde devra être remise dans un pli scellé comportant la mention lisible : « Copie de sauvegarde ».

Elle doit être envoyée dans les délais impartis pour la remise des candidatures et des offres à l'adresse indiquée ci-après :

CEA Grenoble
Service des Marchés et Achats
17, rue des Martyrs
38054 GRENOBLE Cedex 09
A l'attention de Michel GARNIER – Pièce 413D

La copie de sauvegarde sera ouverte :

- lorsqu'est détecté un programme informatique malveillant dans les candidatures et les offres transmises par voie dématérialisée.
- lorsque les candidatures et les offres transmises par voie dématérialisée ne sont pas parvenues dans les délais impartis de remise ou bien n'ont pas pu être ouvertes par le CEA (à la condition que la copie de sauvegarde soit arrivée dans les délais de remise).

ARTICLE 6 - SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

6.1 - Sélection des candidatures

Le nombre minimal d'opérateurs envisagé est de 3 et, le cas échéant, le nombre maximal est de 5.

Après examen de la conformité administrative du dossier de candidature, le CEA procédera à l'analyse et à la sélection des candidatures conformément aux critères de jugement des candidatures suivants. Les critères de sélection des candidatures sont définis dans l'Avis d'Appel Public à Concurrence publié au Journal Officiel de l'Union européenne et rappelés ci-après :

- **Références du Groupement (50%) :**
 - 25% Références sur des missions de maîtrise d'œuvre en rénovation et construction de laboratoires chimie/hydrogène.
 - 15% Références sur des missions de maîtrise d'œuvre en rénovation et construction de locaux tertiaires en lien avec les besoins du CEA.
 - 10% Références sur des missions de maîtrise d'œuvre VRD en lien avec les besoins du CEA.
- **Capacités techniques (40%):**
 - 20% Moyens humains (effectifs, compétences et qualification des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux...)
 - 20% Qualifications (amiante, structure, VRD, laboratoire, tertiaire, rénovation énergétique, fluides, CFO/CFA, SSI, CVC/thermique, Economie de la construction ...) et/ou attestations de bonnes exécutions en lien avec les besoins du CEA.
- **Capacité financière (10%)**

6.2 - Critères d'attribution des offres

Conformément aux dispositions de l'article de l'article R2144-9, 5° du Code de la commande publique, des critères d'attribution du marché seront transmis uniquement aux candidats admis à soumissionner dans la lettre d'invitation à soumissionner.

Nota : Il est précisé que le CEA se réserve la possibilité de négocier ou de ne pas négocier les offres après remise des offres au titre de la présente consultation.

Le CEA se réserve la possibilité de recevoir les soumissionnaires pour obtenir des explications complémentaires sur leur offre.

ARTICLE 7 - DOCUMENTS RELATIFS AU RESPECT DE LA REGLEMENTATION FISCALE ET SOCIALE A FOURNIR PAR LES CANDIDATS ADMIS A SOUMISSIONNER OU PARTICIPER AU DIALOGUE

Conformément à l'article R2144-5 du Code de la commande publique, les candidats retenus par le CEA ne pourront accéder à la phase de consultation et être invités à soumissionner qu'à la condition de transmettre au CEA, conformément aux articles R2143-6, R2143-7 et R2143-9 du Code précité, avant l'envoi de la lettre d'invitation à soumissionner et dans le délai fixé par le CEA, les documents ci-après :

- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales Arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

Dans le cas où le candidat retenu ne produirait pas ces documents dans le délai imparti, sa candidature sera écartée sans autre formalité.

ARTICLE 8 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour toute(s) précision(s) et/ou renseignement(s) complémentaire(s), le soumissionnaire est prié d'utiliser **la plateforme de dématérialisation des procédures de passation des marchés du CEA (PLACE)**

La plateforme de dématérialisation des procédures de passation des marchés du CEA est accessible sur l'URL suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les dispositions à suivre sont indiquées dans l'annexe 1 du présent règlement de consultation.

La présente consultation est suivie par :

8.1 - Interlocuteur technique

M. Nicolas MILLOT - Tél. : 04.38.78.10.90 - E-mail : nicolas.millot@cea.fr

8.2 - Interlocuteurs commerciaux

- Michel GARNIER – Sce Marchés et Achats - Tél. : 04.38.78.04.23
- Ludovic NAPON - Sce Marchés et Achats - Tél. : 06.61.03.93.23
- Anne MANGIN - Sce Marchés et Achats - Tél. : 04.38.78.05.26

ARTICLE 9 - SUIVI DES FOURNISSEURS

Pour assurer le suivi de ses fournisseurs, le CEA dispose d'un outil d'évaluation relative à l'exécution de ses marchés. Dans ce cadre, le CEA peut être amené à réaliser des audits et/ou à demander des plans d'actions correctives à ses fournisseurs.

oooOooo